



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

---

## Conseil de sécurité

### Réunion d'urgence sur la situation au Moyen Orient

New York, le 4 septembre 2024

Déclaration de la Suisse  
Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

---

Merci, Monsieur le Président.

Et comme il s'agit de notre première déclaration au Conseil ce mois, permettez-moi tout d'abord de remercier la Sierra Leone pour sa présidence le mois passé et de vous souhaiter beaucoup de succès à l'occasion de votre présidence en ce mois de septembre.

J'aimerais, comme mes collègues, également remercier les quatre brieftueuses de ce jour : la Secrétaire générale aux affaires politiques Rosemary di Carlo, la Directrice des opérations et du plaidoyer à OCHA Edem Wosornu, Madame Efrat Bron-Harlev, Directrice du Centre Médical Schneider et Madame Yuli Novak, Directrice exécutive de B'Tselem de leurs présentations.

La Suisse a fermement condamné les actes de terreur, la prise et la détention d'otages perpétrés par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens depuis le 7 octobre dernier.

Nous sommes profondément choqués par les informations confirmées par l'ONU selon lesquelles six otages ont été exécutés par le Hamas à Gaza le 1<sup>er</sup> septembre. La capture d'otages et leur exécution sont des violations du droit international humanitaire. Ces violations constituent des crimes de guerre et leurs auteurs doivent être traduits en justice.

Nous condamnons ces actes avec la plus grande fermeté et présentons nos condoléances à leurs proches.

La Suisse appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. Ces derniers et leurs familles vivent depuis onze mois un véritable calvaire.

Les otages doivent être traités avec humanité, en accord avec les normes du droit international, et bénéficier sans plus tarder des visites du CICR et de l'aide médicale dont ils ont besoin. Cela vaut aussi pour toutes les personnes détenues par Israël en lien avec le conflit, en particulier les mineurs.

Monsieur le Président,

La situation humanitaire à Gaza demeure catastrophique, nous venons de l'entendre encore. Nous rappelons que les civils et les infrastructures civiles sont protégés. Aussi, nous condamnons toutes les attaques à l'encontre des civils, qui représentent des violations flagrantes du droit international humanitaire et des crimes de guerre.

Le personnel humanitaire doit être protégé afin de venir en aide aux civils dans le besoin, comme demandé par la résolution 2730. Pour cela, les armes doivent se taire. Ceci est crucial pour permettre

aux agences de l'ONU et à ses partenaires de mener à bien les deux phases de vaccination nécessaires et protéger 640'000 enfants contre la polio à Gaza.

La Suisse salue le fait que, selon l'OMS – et nous venons de l'entendre aussi – la première phase se déroule sans incidents majeurs dans le centre de la bande de Gaza. Nous saluons le personnel humanitaire pour son engagement et son courage dans des conditions très difficiles, et exhortons toutes les parties à continuer à faciliter cette campagne.

Comme il a été dit durant la séance demandée par la Suisse et le Royaume-Uni la semaine passée, cette campagne démontre qu'une opération humanitaire d'envergure est possible à Gaza si les hostilités cessent et qu'un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave est garanti, conformément au droit international humanitaire. Il est grand temps que cela devienne une réalité, et ce dans toute la bande de Gaza.

Monsieur le Président,

Un cessez-le-feu est impératif et urgent dans toute la bande de Gaza. La Suisse réitère son soutien à la médiation des Etats-Unis, du Qatar et de l'Egypte pour trouver un accord en ce sens, conformément à la résolution 2735 de ce Conseil.

Un tel cessez-le-feu apportera aussi une contribution majeure à la désescalade régionale.

Mais cela n'est pas suffisant.

Pour éviter à tout prix la régionalisation du conflit, le respect du droit international, y compris du droit international humanitaire et des droits humains, est nécessaire.

Cela s'applique aussi à la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, où la violence n'a jamais été aussi élevée depuis la seconde intifada, en particulier en raison des attaques de colons et des opérations menées par les forces de sécurité israéliennes, comme celles actuellement dans les gouvernorats de Jénine, Tulkarem et Toubas.

Dans ces opérations, l'usage de la force par Israël doit notamment répondre aux critères de la nécessité et de la proportionnalité et respecter les droits de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne.

A défaut, et comme le rappelle aussi la Cour Internationale de Justice dans son avis consultatif du 19 juillet, un usage excessif de la force et le fait qu'Israël manque de prévenir ou de punir les attaques des colons sont incompatibles avec les obligations d'Israël en vertu du droit international.

La Suisse souligne qu'Israël, en tant que puissance occupante, est responsable du maintien de l'ordre en Cisjordanie et d'assurer la protection et le bien-être de la population, qui comprend la réalisation de leurs droits fondamentaux. Nous exhortons les autorités israéliennes à traduire en justice tous les auteurs de violences envers les civils et de destructions délibérées de biens et d'infrastructures civiles.

Nous le rappellerons inlassablement: tout acte de violence à l'encontre de civils, Israéliens et Palestiniens, est inacceptable. Le droit international doit être respecté, en tant que première étape essentielle sur le chemin de la paix.

Ce chemin doit aboutir à la solution négociée à deux États, Israël et la Palestine dont Gaza fait partie intégrante, et vivant côte à côte en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Je vous remercie

---

*Unofficial translation*

Thank you, Mr President.

As this is our first statement to the Council this month, let me begin by thanking Sierra Leone for its presidency last month and wishing you every success in your presidency in the month of September.

Like my colleagues, I would also like to thank the four speakers, Secretary General for Political Affairs Rosemary di Carlo and Director of Operations and Advocacy at OCHA Edem Wosornu, as well as Dr. Efrat Bron-Harlev, Director of Schneider's Medical Center and Ms. Yuli Novak, Executive Director of B'Tselem for their presentations.

Switzerland has strongly condemned the acts of terror as well as the taking and holding of hostages perpetrated by Hamas and other Palestinian armed groups since October 7<sup>th</sup>.

We are deeply shocked by the information confirmed by the UN that six hostages were executed by Hamas in Gaza on September 1<sup>st</sup>. The capture of hostages and their execution are violations of international humanitarian law. These violations constitute war crimes and the perpetrators must be brought to justice.

We condemn these acts in the strongest possible terms and offer our condolences to their families.

Switzerland calls for the immediate and unconditional release of all hostages. The hostages and their families have been living through an ordeal for eleven months.

The hostages must be treated humanely, in accordance with the norms of international law, and receive visits from the ICRC and the medical assistance they need without further delay. This also applies to all persons detained by Israel in connection with the conflict, in particular minors.

Mr President,

The humanitarian situation in Gaza remains catastrophic, we have just heard it again.

We recall that civilians and civilian infrastructures are protected. We therefore condemn all attacks against civilians that constitute flagrant violations of international humanitarian law and war crimes.

Humanitarian personnel must be protected in order to come to the aid of civilians in need, as requested by resolution 2730. To achieve this, the guns must fall silent. This is crucial to enable UN agencies and partners to carry out the two phases of vaccination needed to protect 640,000 children against polio in Gaza.

Switzerland welcomes the fact that, according to the WHO – and we have just heard it too – the first phase is proceeding without major incidents in the center of the Gaza Strip. We commend the humanitarian staff for its commitment and bravery under very difficult conditions, and urge all parties to continue to facilitate this campaign.

As stated during the meeting convened by Switzerland and the United Kingdom last week, this campaign demonstrates that a large-scale humanitarian operation is possible in Gaza if hostilities cease and safe, rapid and unhindered humanitarian access is guaranteed, in accordance with international humanitarian law. It is high time that this became a reality throughout the Gaza Strip.

Mr President,

A ceasefire is imperative and urgent throughout the Gaza Strip. Switzerland reiterates its support for the mediation of the United States, Qatar and Egypt to find an agreement to this end, in accordance with Resolution 2735 of this Council.

Such a ceasefire will also make a major contribution to regional de-escalation.

But it is not enough.

International law, including international humanitarian law and human rights law, must be respected at all costs to prevent the regionalisation of the conflict.

This also applies to the West Bank, including East Jerusalem, where violence has never been so high since the second intifada, particularly as a result of attacks by settlers and operations carried out by Israeli security forces, such as those currently taking place in the Jenin, Tulkarem and Toubas governorates.

In these operations, the use of force by Israel must, in particular, meet the criteria of necessity and proportionality and respect every individual's right to life and security of person.

As the International Court of Justice also pointed out in its advisory opinion of 19 July, excessive use of force and Israel's failure to prevent or punish settler attacks are incompatible with Israel's obligations under international law.

Switzerland stresses that Israel, as the occupying power, is responsible for maintaining law and order in the West Bank and for ensuring the protection and well-being of the population, which includes the realisation of their fundamental rights. We urge the Israeli authorities to bring to justice all those responsible for violence against civilians and the deliberate destruction of civilian property and infrastructure.

We will say it again and again: any act of violence against civilians, Israelis or Palestinians, is unacceptable. International law must be respected as an essential first step on the road to peace.

This path must lead to a negotiated two-state solution, with Israel and Palestine, of which Gaza is an integral part, living side by side in peace and security within secure and recognised borders.

Thank you.